



ETH NADEL / Markus Frehner

Enquête Coopération Globale Suisse 2021

Attitudes de la population vis-à-vis de l'engagement de la Suisse dans
la lutte globale contre la pauvreté

Auteurs : Yael Borofsky, Fritz Brugger, Isabel Günther, Shruti Patel



Le soutien du public à la participation de la Suisse à la coopération mondiale en matière de lutte contre la pauvreté dans le monde est important et l'est resté pendant la pandémie de Covid-19. La population suisse soutient à la fois un engagement financier plus important dans la lutte contre la pauvreté mondiale et des mesures politiques supplémentaires.

Le soutien public à la coopération internationale diminue-t-il en temps de crise, dès que le budget national est sous pression ? Les résultats de la première enquête nationale de l'EPFZ NADEL Swiss Panel Global Cooperation de 2021 suggèrent que ce n'est pas le cas. Même pendant la pandémie de Covid-19, la population suisse était favorable à un soutien financier et politique important aux pays à revenu faible et intermédiaire.

Le présent rapport donne un aperçu des attitudes et de l'engagement de la population suisse en matière de pauvreté globale et de coopération au développement.¹ L'enquête a été menée fin 2021 auprès de plus de 2800 personnes. La composition des participants à l'enquête est représentative de la population adulte suisse, en comparaison avec les données de population de l'Office fédéral de la statistique.

La population suisse est préoccupée par la pauvreté mondiale

Environ 70% des personnes interrogées se disent préoccupées ou très préoccupées par le nombre de personnes vivant dans la pauvreté dans le monde, bien que les revenus mondiaux soient même surestimés. Trois personnes interrogées sur quatre pensaient qu'au maximum la moitié des personnes dans le monde vivent avec moins de 10 dollars par jour, c'est-à-dire moins de 300 dollars par mois. En réalité, il s'agit de 4,7 milliards de personnes sur 8 milliards. En même temps, les sondés sont trop pessimistes quant à leur propre position dans la répartition mondiale des revenus : seule une personne interrogée sur dix pense faire partie des 10% les plus élevés dans la répartition mondiale des revenus, alors qu'en réalité, six personnes sur dix vivent en Suisse en font partie (ajusté pour les différences de prix entre les pays).²

En résumé :

De la population suisse ...

- 13% savent

que la pauvreté dans le monde a diminué au cours des 20 dernières années.

- 32% aimeraient

en savoir plus sur les inégalités mondiales.

- 55% estiment

que le budget accordé à la coopération suisse au développement devrait être augmenté.

- 70% sont favorables

à l'abandon des droits de propriété intellectuelle pour les vaccins Covid-19.

- 71% sous-estiment

le nombre de personnes vivant avec moins de 10 dollars internationaux par jour.

- 88% ne connaissent pas ou peu

les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU.

Grand besoin d'informations sur la pauvreté mondiale

D'autre part, la réussite historique selon lequel l'extrême pauvreté (définie comme vivre avec moins de deux dollars internationaux par jour³) a diminué de plus de 50% au cours des dernières décennies est méconnue : trois personnes sur quatre dans la population suisse pensent même que l'extrême pauvreté aurait augmenté.

Près d'un tiers des personnes interrogées indiquent qu'elles ne se sentent pas bien informées et qu'elles souhaiteraient en savoir plus sur la pauvreté et les inégalités mondiales. D'autre part, 18% se déclarent «volontiers non informés», c'est-à-dire qu'ils indiquent ne pas être bien informés, mais ne souhaitent pas non plus en savoir plus sur le développement mondial. Environ la moitié de la population suisse se sent bien informée sur les conditions de vie dans les pays à faible revenu.

Selon l'enquête, environ 55% des personnes tirent la majeure partie de leurs connaissances sur les pays à revenu faible et intermédiaire de la télévision et/ou de la presse écrite (y compris en ligne), suivies de la radio (28%), des réseaux sociaux et de leurs propres expériences (18% cha-

L'Agenda 2030 de l'ONU et la Stratégie suisse pour le développement durable

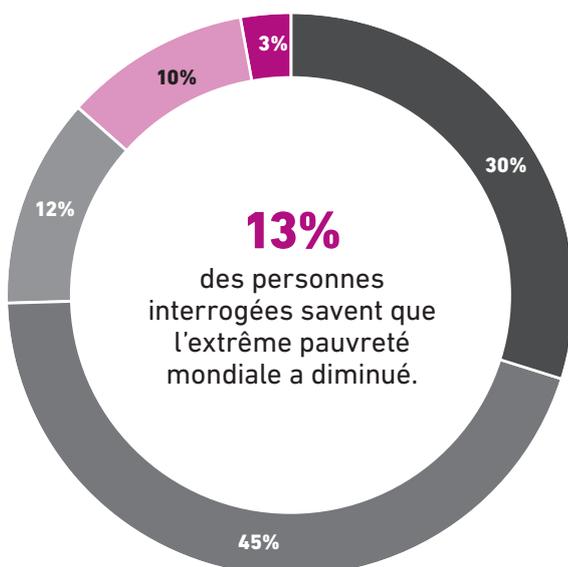
En 2015, 193 pays ont adopté l'Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable, qui comprend 17 ODD et 169 projets visant à éradiquer la pauvreté et à protéger la planète. En 2021, le Conseil fédéral a adopté une stratégie pour le développement durable pour une durée de dix ans. Celle-ci s'appuie sur les ODD et sert d'instrument national pour la mise en œuvre de l'objectif inscrit dans la Constitution suisse, à savoir «l'établissement d'un équilibre durable entre la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, et son utilisation par l'être humain» (article 73 de la Constitution).

cun). Seuls 12% des personnes interrogées ont cité l'enseignement scolaire ou les organisations à but non lucratif comme source d'information.

Les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU n'ont pas encore atteint le grand public

La «Stratégie pour le développement durable 2030» de

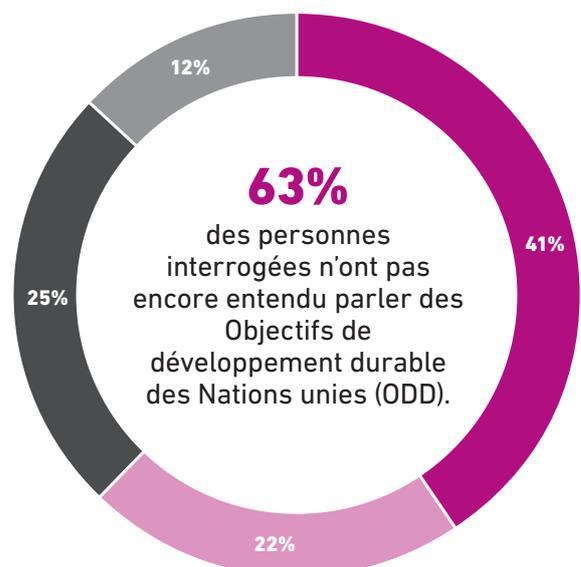
Figure 1 : Perception de l'évolution de l'extrême pauvreté



Au cours des 20 dernières années, l'extrême pauvreté a, selon moi, ...

- augmenté de 50%
- augmenté de 20%
- à peine changée
- diminué de 20%
- diminué de 50% (réponse correcte)

Figure 2 : Objectifs de développement durable



Dans quelle mesure connaissez-vous les objectifs de développement durable (ODD)? (Sustainable Development Goals, SDGs)

- je n'en ai jamais entendu parler.
- je ne suis pas sûr d'en avoir déjà entendu parler.
- j'en ai déjà entendu parler, mais je ne pourrais pas expliquer l'idée de base des ODD.
- j'en ai déjà entendu parler et je pourrais les expliquer à quelqu'un.

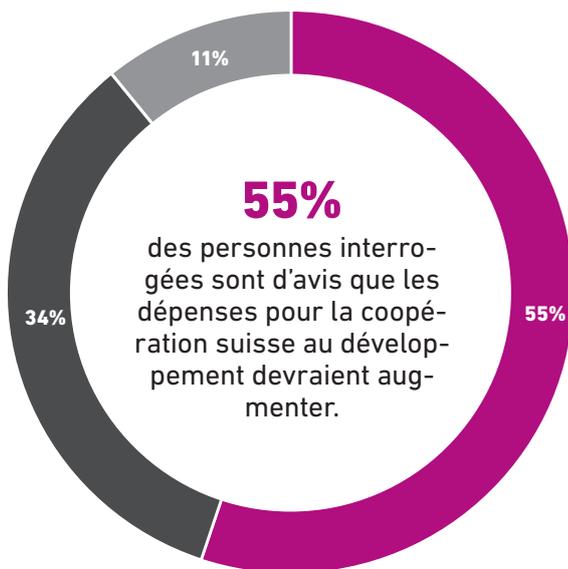
la Suisse a été adoptée par le Conseil fédéral en 2021. Elle s'appuie sur l'Agenda 2030 et sur les ODD de l'ONU et vise à faire d'un développement écologiquement durable et socialement équitable un élément central de la politique intérieure et extérieure de la Suisse.

Cependant, 63% de la population suisse interrogée dans le cadre de l'enquête de l'EPFZ NADEL affirment ne pas avoir entendu parler des Objectifs de développement durable de l'ONU et seulement 12% disent pouvoir les expliquer à quelqu'un ; ce dernier groupe comprend également les 1-2% de personnes interrogées qui appliquent déjà les ODD dans leur travail quotidien. 25% ont entendu parler des ODD, mais ne pourraient pas les expliquer. Ce niveau de connaissance est très similaire à celui de la France, mais supérieur à celui de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, où moins de 10% des personnes interrogées connaissent les ODD.⁴ Les mesures d'information des pouvoirs publics, des médias et de la société civile n'ont donc pas encore atteint le grand public qui n'est pas directement concerné par les questions de durabilité et d'équité globale.

Un grand soutien envers la coopération au développement

La Suisse a une longue tradition dans l'aide humanitaire et la coopération au développement. En 2021, la Suisse a prévu un budget de 3,3 milliards de francs, ce qui correspond à 0,48% du revenu national brut⁵, soit 350-400 francs par habitant. Sans cette information, 55% des personnes interrogées sont favorables à une augmentation de la coopération au développement, tandis que 34% estiment qu'elle devrait rester plus ou moins stable. La plupart des personnes interrogées surestiment toutefois le niveau actuel des dépenses en matière de coopération au développement. Près de 80% des personnes interrogées estiment que les dépenses publiques en matière de coopération internationale s'élèvent à au moins 500 CHF par personne. Lorsque les personnes interrogées sont informées des dépenses réelles (moins élevées) pour la coopération au développement mondiale, le soutien déjà important augmente encore nettement : environ 71% des personnes interrogées sont alors favorables à une augmentation des dépenses pour la coopération au développement, tandis que 22% sont d'avis qu'elles devraient rester plus ou moins identiques.

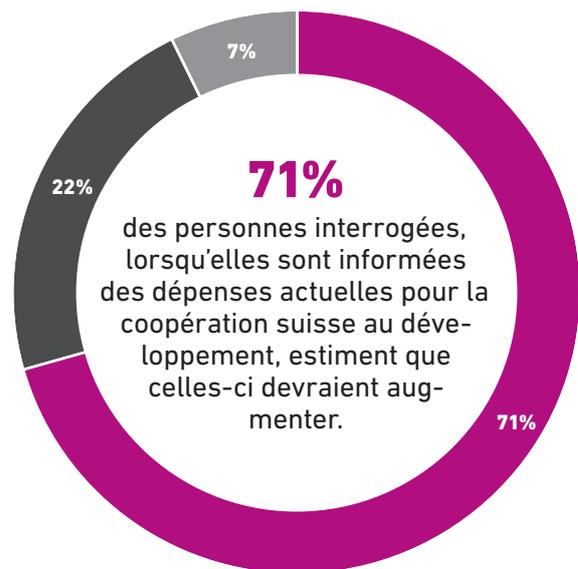
Figure 3 : **Évaluation de la coopération suisse au développement (SANS informations sur les dépenses publiques)**



À mon avis, les dépenses publiques pour la coopération suisse au développement devraient ...

- augmenter
- rester au même niveau
- diminuer

Figure 4 : **Évaluation de la coopération suisse au développement (AVEC informations sur les dépenses publiques)**



Les dépenses publiques de la Suisse pour la coopération au développement s'élèvent chaque année à environ 350 francs par habitant. À mon avis, les dépenses pour la coopération au développement devraient ...

- augmenter
- rester au même niveau
- diminuer

À la question de savoir pourquoi la Suisse devrait s'engager dans la coopération au développement, les principales raisons invoquées sont le maintien de la paix mondiale (79%), la réduction des conséquences du changement climatique global (79%) et la solidarité (77%). La garantie d'avantages économiques pour la Suisse n'est considérée comme une motivation pour la coopération au développement que par 32% des personnes interrogées. Par ailleurs, les personnes interrogées considèrent les organisations multilatérales telles que l'ONU, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Banque mondiale comme particulièrement efficaces dans la lutte contre la pauvreté dans le monde, devant les organisations d'utilité publique, la DDC et le secteur privé.

Lutter contre la pauvreté mondiale au-delà de la coopération au développement

L'engagement financier en faveur de la coopération au développement n'est qu'un des facteurs qui façonnent les relations de la Suisse et d'autres pays industrialisés avec les pays à revenu faible et intermédiaire. D'autres facteurs sont, entre autres, la politique fiscale, la politique agricole et commerciale ou la protection de la propriété

intellectuelle. Ils peuvent, selon leur conception, soutenir ou décourager la lutte mondiale contre la pauvreté. Par exemple, les dépenses mondiales en matière de subventions agricoles sont deux fois plus élevées que celles consacrées à la coopération au développement. Les flux financiers internationaux illégaux sont plus de six fois supérieurs⁶ et privent les pays de ressources financières importantes.⁷

La question de savoir dans quelle mesure les différents domaines politiques de la Suisse doivent se soutenir mutuellement dans la lutte globale contre la pauvreté fait l'objet d'un débat controversé. Il s'agit à chaque fois d'une pesée des intérêts entre ceux de la Suisse et ceux des pays pauvres.

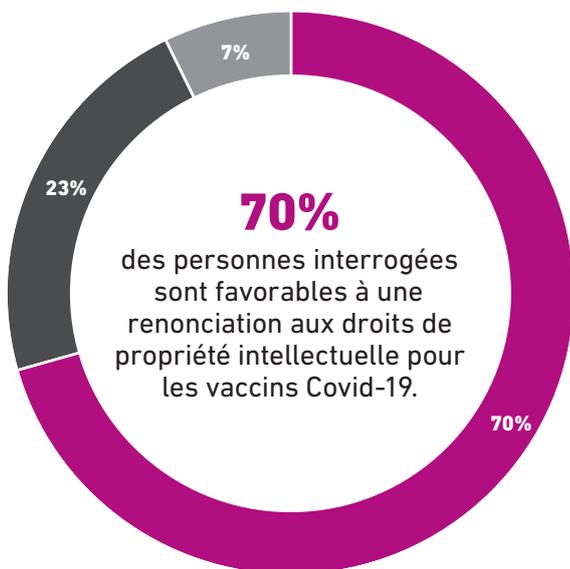
Suspension du droit de brevet pour les vaccins Covid-19

Au plus fort de la pandémie de Covid-19 en 2021, la Suisse a été un donateur actif de l'initiative COVAX de l'OMS, dont la principale mission est d'assurer l'accès aux vaccins pour tous les pays, indépendamment de leur puissance économique. Parallèlement, la Suisse s'est opposée jusqu'à présent à la demande de l'Inde et de l'Afrique du Sud en 2020 visant à ce que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) suspende les droits de propriété intellectuelle sur les vaccins pendant la pandémie, ce qui aurait peut-être accéléré l'accès aux vaccins Covid-19 et aux traitements dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Selon le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, non seulement la pandémie a eu un impact économique plus important sur les pays à faible revenu que sur les pays à revenu élevé, mais ces pays se rétabliront plus lentement sur le plan économique en raison d'un accès insuffisant et inégal aux vaccins Covid-19.^{8,9}

Les décisions politiques de ce type reposent souvent sur l'hypothèse que le public n'est pas prêt à soutenir des mesures qui entraîneraient des coûts pour la population suisse ou pour l'économie suisse, en l'occurrence l'industrie pharmaceutique. Contrairement à cette hypothèse, l'enquête révèle un soutien important en faveur d'une renonciation temporaire aux droits de propriété intellectuelle pour les vaccins Covid-19 : près de 70% des personnes interrogées estiment que la Suisse devrait soutenir cette renonciation, indépendamment des coûts économiques éventuels. Seuls 7% des sondés s'inquiètent des conséquences financières pour les entreprises suisses et 23% sont favorables au respect de la propriété intellectuelle dans tous les cas.

Interrogés sur les autres mesures politiques spécifiques que la Suisse devrait prendre pour promouvoir le développement durable dans les pays pauvres, près de 90% des répondants ont indiqué qu'il était important d'exiger que les entreprises suisses contrôlent leurs chaînes d'approvisionnement pour s'assurer qu'elles ne comportent pas de risques pour les droits de l'homme et de dommages environnementaux. Les personnes interrogées estiment

Figure 5 : **Droits de propriété intellectuelle pour les vaccins Covid-19**



Pensez-vous que la Suisse devrait soutenir une dérogation aux règles de propriété intellectuelle afin que les pays en développement puissent également fabriquer des vaccins Covid-19 ?

- Oui, c'est la bonne chose à faire.
- Non, les droits de propriété intellectuelle doivent être respectés.
- Oui, à condition que les entreprises pharmaceutiques suisses ne subissent pas de grosses pertes économiques.

également qu'il est important de prendre des mesures pour réduire l'empreinte carbone de la Suisse (76%) et de dissuader les multinationales de transférer les bénéfices des pays à faible et moyen revenu vers la Suisse pour des raisons fiscales (74%). Ces réponses montrent que la population suisse est prête à soutenir de telles mesures politiques, même si celles-ci impliquent un coût financier supplémentaire potentiel.

Engagement privé de la population suisse

Le soutien à la coopération au développement des pouvoirs publics est élevé, mais qu'en est-il de l'engagement privé ? Pour mesurer leur engagement personnel, les participants ont été interrogés sur dix activités. Celles-ci se distinguent en termes d'investissement en temps et en argent.¹⁰ Comme on pouvait s'y attendre, les actions qui sont moins coûteuses et qui demandent moins de temps sont plus souvent réalisées. Cependant, deux actions plus coûteuses et qui demandent plus de temps sont également très répandues : le fait de ne pas acheter certains produits

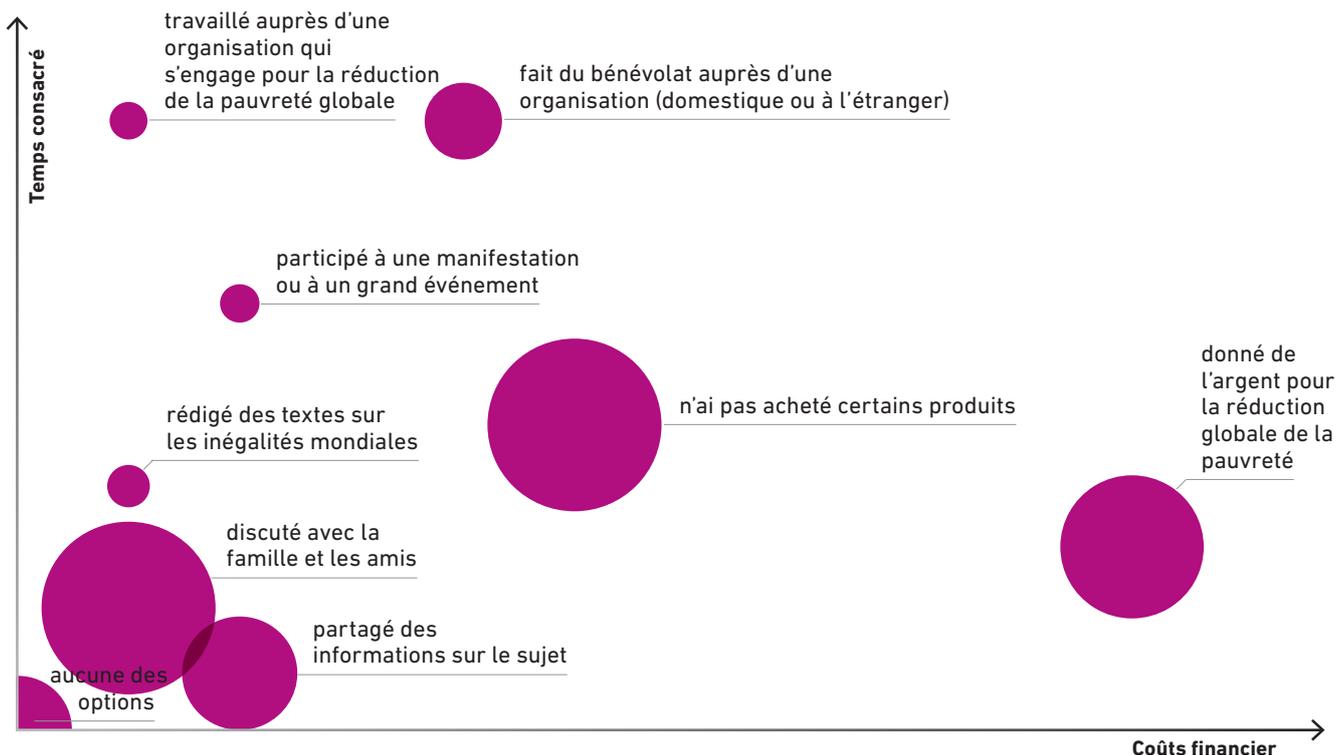
(53%) et de faire un don pour des projets de lutte contre la pauvreté mondiale (36%).¹¹ Dans d'autres pays à revenu élevé, seuls environ 20% de la population font des dons à ces causes ou renoncent à des produits.¹² Parmi les personnes interrogées qui n'ont pas fait de don en 2021, 26% manquent d'argent, 12% manquent de connaissances sur les dons, 18% manquent de confiance envers les organisations et 10% doutent de l'efficacité des organisations à but non lucratif. Pour prendre leurs décisions en matière de dons, les personnes interrogées se fient principalement aux informations fournies par leurs amis et leur famille (23%), suivies par les médias et les rapports des organisations à but non lucratif (16% chacun).

Selon l'enquête de l'EPFZ NADEL, seule une minorité de la population suisse ne s'engage pas du tout : moins de 20% des personnes interrogées ont déclaré n'avoir participé à aucune des activités listées en 2021.¹³ En Allemagne, en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis, c'est le cas d'environ 30% des personnes interrogées.¹⁴

Figure 6 :

Engagement personnel

En 2021, je me suis engagé(e) de la manière suivante sur le thème de la pauvreté et de l'inégalité mondiales ... (plusieurs réponses possibles)



Notes de fin

- 1 Une annexe statistique est disponible sur le site internet <https://nadel.ethz.ch/swiss-panel/2021.html>
- 2 World Inequality Database (2022a) Top 10% national income threshold, World, 1980-2021, consulté le 7 Juin 2022 : https://wid.world/share/#0/countrytimeseries/tptinc_p90p100_z/WO/2015/eu/k/p/yearly/t/false/26474.295000000002/40000/curve/false, World Inequality Database (2022b) Income inequality, Switzerland, 1980-2021, 1900-2019, consulté le 7 Juin 2022 : https://wid.world/share/#0/countrytimeseries/tptinc_p20p30_z;tptinc_p30p40_z;tptinc_p40p50_z;tptinc_p50p60_z/CH/2015/eu/k/p/yearly/t/false/18201.2355/40000/curve/false
- 3 L'extrême pauvreté est évaluée par la Banque mondiale à un seuil de 1,90 dollar international. Le dollar international tient compte des différences de prix entre les pays et peut donc être utilisé pour des comparaisons entre pays.
- 4 Focus 2030 (2021) Who Knows the Sustainable Development Goals in France, Germany, the UK and the USA?, consulté le 26. April 2022 : <https://focus2030.org/Who-knows-the-Sustainable-Development-Goals-in-France-Germany-the-UK-and-the>
- 5 La contribution effective s'est élevée à 0,51% : <https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/ddc/portrait/chiffres-statistiques/apd-suisse.html> en raison de crédits supplémentaires pour la lutte contre la pandémie, du don de vaccins Covid-19 en surplus et d'une aide humanitaire supplémentaire à la population afghane.
- 6 Selon l'OCDE, les flux financiers illicites (FFI) privent les pays de ressources importantes. Ils proviennent de la corruption, de la criminalité, du terrorisme et de l'évasion fiscale et utilisent des canaux qui vont du trafic d'argent liquide et des transferts de fonds au financement du commerce et aux sociétés-écrans. OCDE (s.d.) Illicit Financial Flows, consulté le 26 avril 2022 : <https://www.oecd.org/gov/pcsd/pcsd-framework-iffs.htm>
- 7 Isabel Günther, Kenneth Harttgen, Katharina Michaelowa (2021) Einführung in die Entwicklungsökonomik, UTB, UVK Verlag, München, ISBN : 978-3-8385-5120-3.
- 8 IMF (2022) World Economic Outlook Update : Rising Caseloads, a Disrupted Recovery, and Higher Inflation, Jan. 2022, consulté le 7 juin 2022 : <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/WEO/2022/Update/January/English/text.ashx>
- 9 World Bank (2022) Global Economic Prospects, DOI : 10.1596/978-1-4648-1758-8, consulté le 26 avril 2022 : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/36519/9781464817601.pdf>
- 10 Les dix activités d'engagement sont les suivantes : Discuter du sujet avec la famille et les amis, s'abstenir d'acheter certains produits, partager des rapports ou des informations sur le sujet avec d'autres, écrire sur les inégalités mondiales ou la pauvreté (y compris dans les médias sociaux), faire des dons pour réduire la pauvreté mondiale, faire du bénévolat pour une organisation dans le pays ou à l'étranger, participer à une manifestation, un rassemblement ou un événement similaire sur le sujet et travailler pour ou fonder une organisation qui s'engage à réduire la pauvreté et les inégalités mondiales. Les personnes interrogées pouvaient en outre répondre par «aucune des options mentionnées».
- 11 Au total, 52% des participants ont déclaré avoir fait un don à une œuvre caritative en 2021.
- 12 Jennifer Hudson, David Hudson, Paolo Morini, Harold Clarke & Marianne C. Stewart (2020) Not one, but many "publics" : public engagement with global development in France, Germany, Great Britain, and the United States. Development in Practice, 30:6, 795-808.
- 13 Ibid.
- 14 Ibid.

L'EPFZ NADEL remercie les participants pour leur disponibilité et le temps qu'ils ont consacré à répondre à l'enquête. Celle-ci sera répétée chaque année jusqu'en 2030.

L'EPFZ NADEL – Center for Development and Cooperation associe la science et la pratique afin de stimuler et de former la prochaine génération pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour un développement durable et équitable.

L'EPFZ NADEL – Center for Development and Cooperation
Clausiusstrasse 37
8092 Zurich
Suisse

info@nadel.ethz.ch
www.nadel.ethz.ch
Twitter : @ETH_NADEL
LinkedIn : [ETH NADEL](https://www.linkedin.com/company/ETH-NADEL)